

LE CRÉBUS DES HLM

LE 1 MARS 2012 CLAIRE BERTHELEMY

L'argent des logements sociaux ne profite pas toujours aux familles dans le besoin. Le représentant des dirigeants d'offices HLM français est soupçonné de s'octroyer de grosses augmentations de salaires et de rouler grand train, selon un document officiel rédigé par des inspecteurs. Au détriment des budgets alloués à la gestion des HLM.



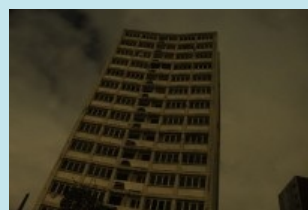
La **Mission interministérielle d'inspection du logement social** (Milos) a de nouveau épinglé un office HLM et son directeur général, Bernard Marette, qui dirige Habitat 76, principal office HLM de Seine-Maritime. Tout un symbole. Car Bernard Marette est en outre le patron de la **Fédération des directeurs d'offices HLM de France**; l'organisme chapeautant donc l'ensemble des relations entre les responsables des offices et les pouvoirs publics.

Nous avons sollicité à plusieurs reprises Bernard Marette pour qu'il s'explique sur les faits qui lui sont reprochés par cette mission d'inspection, sans obtenir de réponse.

Ainsi, dans un rapport rendu par la Milos en septembre dernier, et dont nous avons obtenu une version non expurgée, les auteurs pointent du doigt **Habitat 76**, qui gère quelque 30 000 logements sur toute la Seine-Maritime. En tête de leurs griefs : son insuffisance de production de logements sociaux mais aussi la rémunération et le train de vie de son directeur général.

20 000 euros

L'homme est en poste au sein de l'office HLM depuis 2001, avec un contrat de travail qui au gré du temps s'est adapté à la réglementation sur le statut des patrons d'offices HLM. Or, après la publication en octobre 2009 **d'un décret définissant le nouveau système de rémunération de ces dirigeants**, Bernard Marette décide que cette disposition lui bénéficiera de manière rétroactive. Une faute selon la Milos. Qui comptabilise les revenus indus qu'il aurait ainsi perçus : 20 000 euros de trop pour l'année 2009 et 17 000 euros pour 2010. En plus de l'utilisation d'un 4X4 de luxe, de facture allemande, un peu superflue au yeux des inspecteurs.



15.000 LOGEMENTS AU BORD DU SCANDALE

À Marseille, 15.000 logements sont menacés par de multiples pratiques douteuses. Un rapport officiel, très discret, en ...



Pour faire passer la pilule au conseil d'administration, le président d'Habitat 66, **Didier Marie**, par ailleurs président du Conseil général de Seine-Maritime, tente de trouver des justifications, selon le procès-verbal de cette réunion (reproduit ci-dessous). Il précise notamment, à propos de Bernard Marete :

“

Ainsi, prenant en compte ce contexte, mais aussi les différentes responsabilités que votre directeur général a été amené à assumer, notamment en présidant pendant près de six années, l'association régionale HLM regroupant les 38 organismes de Haute Normandie, en participant aux travaux de la Fédération nationale des directeurs d'office en tant que vice président puis récemment Président et ceux de la fédération des office en tant que conseiller fédéral, je vous propose d'arrêter pour trois exercices à compter de 2009, comme le permet le décret, la partie variable au niveau au-delà duquel une autorisation bi-ministérielle serait nécessaire, soit 15%.

”

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player**.

Motif invoqué

Mais en examinant les nouvelles clauses qui imposent ces suppléments de salaires, le rapport de la mission note que les responsabilités au sein de la Fédération nationale des directeurs d'offices HLM ne peuvent pas être un motif sérieux. Et la Miilos de préciser dans l'une de ses annexes (voir ci-dessous) :

“

Pour la bonne compréhension du lecteur, il convient de préciser que le Directeur général est membre du bureau fédéral de la Fédération des OPH (Trésorier) et président de la Fédération nationale des directeurs d'OPH. À ce titre, il participe à différents groupes de travail (statut des offices, communication, Europe) ou commissions thématiques (commission employeurs, fédération, partenaire). La Mission relève, à la

lecture des statuts et du règlement intérieur de la Fédération nationale des offices publics de l'habitat (article 6) que les fonctions de membres du Conseil fédéral sont exercées à titre gratuit [...]. En conséquence, ce motif invoqué, celui de la participation à différentes instances professionnelles pour justifier l'augmentation de la rémunération du DG est contraire aux règles statutaires dont s'est dotée la Fédération. Par ailleurs, la Mission a constaté que l'avenant au contrat signé le 23 octobre 2009 ne mentionne pas cet élément.



Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player**.

Irrégularités

Pour sa défense, dans différents échanges, le directeur général, sous la houlette de Didier Marie, explique à la Milos que la rémunération est basée sur les comptes clôturés de l'année 2008 et que " *le décret comporte une mesure ou référence rétroactive puisqu'il conditionne le calcul de la rémunération au nombre de logements locatifs gérés par l'office...*". Une interprétation que la mission interministérielle ne reprend pas à son compte.



Mais le ministère de l'Écologie, du développement durable, des transports et du logement n'est pas resté sans réaction face à ces situations sulfureuses. Bernard Marette en habits de président de la Fédération des directeurs d'offices HLM était intervenu début novembre 2011 auprès **d'un haut-fonctionnaire du ministère** pour discuter de façon *informelle de la régularisation des irrégularités* sur les salaires des patrons des offices. Quelques jours plus tard, Étienne Crépon, directeur de service au ministère de l'Écologie, le rappelle à l'ordre (voir courrier ci-dessous) :



Depuis l'entrée en vigueur du nouveau statut des directeurs généraux d'offices publics de l'habitat (OPH), les premières remontées des contrôles de la Miilos font apparaitre quelques lacunes dans l'application des dispositions du Code de la construction et de l'habitation. Par ailleurs, j'observe dans les publications de la Fédération quelques inexactitudes, sources potentielles d'insécurité juridique pour les OPH.



Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player**.

Modes de calcul

Globalement, la levée de boucliers ministériels déclenchée par le rapport de la Miilos semble titiller les différents acteurs du dossier. Deux amendements ont été déposés à la suite du **projet de loi sur la majoration des droits à construire** votée par l'Assemblée la semaine dernière et du **projet de loi sur la simplification du droit devant le Sénat**. Tous deux en procédure accélérée. Ils suggèrent d'inscrire dans la réglementation de nouveaux modes de calcul des salaires versés aux dirigeants d'offices HLM.



Photographies de **Cyrus Cornut/Dolce Vita**, via **Picture Tank**. Tous droits réservés ©

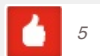
NATIVIDAD

le 2 mars 2012 - 5:56 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*a quand !!! un nettoyage par le haut ? faites attention ,messieurs les responsables
au retour de baton des petites gens
ange01*

VOUS AIMEZ



5

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

FELIX

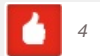
le 2 mars 2012 - 7:59 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Franchement, la, ça devrait couter la peine de mort ou au mieux prison a vie.
Les dégats causés sont quasiment irréversibles.*

Il faut aller dans les cités et montrer ce genre de dossier aux habitants, qu'ils puissent enfin mettre un visage sur la haine qu'ils ressentent, ça ira beaucoup plus vite pour purger le système.

VOUS AIMEZ



4

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BERTHELON JEAN CLAUDE

le 2 mars 2012 - 17:17 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je trouve dommage que notre président de conseil général, se prête à de telles malversations et j'en informerais les différents décideurs politiques, afin qu'ils puissent en leur âme et conscience faire le bon choix lors des vôtés à venir.....Il est sale le monde politique.....Vive la révolution

VOUS AIMEZ



7

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DARNIERE

le 11 mars 2012 - 2:27 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



je suis locataire d'habitat76 et salariée d'habitat76 depuis 1 an je subis des pressions, toute la direction d'habitat76 et mr Didier MARIE, font les morts, même en temps qu'employeur..... les salariés démissionnes, sont payés au smic, et l'Office est exonéré des charges patronales pour tous les bas salaires, mais rien pour les contrats de moins de 10 ans...il n'y a que la famille et les copains qui ont les postes et

les logements.

VOUS AIMEZ



12

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

BARNEY

le 27 mai 2012 - 11:45 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



je suis aussi locataire et salarié depuis 3 ans d' HABITAT 76 c'est totalement faux il n'y à aucune pression et la direction et Mr Didier Marie ne font pas les mort c'est de la pure diffamation

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

LOCPARC

le 28 mai 2012 - 12:23 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je ne sais pas qui vous êtes, et cela m'est égal, mais ne parlez pas de ce que vous ne connaissez pas.

La diffamation sont des mensonges, nous nous signalons la vérité.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GOMEZ

le 19 mars 2012 - 12:02 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Déçu... Oui je suis déçu de cette gauche au conseil général à laquelle je croyais mais ils ont fait le choix de passer le cout des transports scolaires de 30 à 130 euros, de réduire les moyens des associations et des mairies... Plus de projets structurant mais de l'argent qui sert personnellement. Où est l'intérêt générale, qu'est-ce que cette gauche?

Oui, je suis déçu!

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

GOMEZ

le 19 mars 2012 - 12:05 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Déçu.

Oui, je suis déçu de cette gauche qui préfère s'assurer de bons revenus plutôt qu'œuvrer pour l'intérêt général, Augmenter les transport scolaires plutôt que réduire son train de vie, faire du bling bling en assurant plus les aides aux mairies et au associations

...

Déçu...

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

DANIEL

le 19 mars 2012 - 15:36 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Mon frère et moi avons décidé d'interpeller les élus de la majorité afin de nous faire une opinion. Nous sommes touchés par cette affaire car notre soeur habite chez moi depuis quelques mois en attente d un logement. La question c'est de savoir si l argent d habitat 76 sert l intérêt des dirigeants ou à construire des logements? Malheureusement l article donne des éléments de réponse inquiétants.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

IKI

le 29 juin 2012 - 21:56 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Tellement d'argent, que BM et son acolyte se sont fait tirer le portrait sur un tableau, un peu comme JR dans Dallas. Il a été question de carte bancaire de l'Office utilisée à titre personnel. BM était très copain avec le roi du bitume, l'ancien conseiller général de la SM qui a refait au frais de l'Office les routes, les entrées des garages et une seconde ouverture d'accès au cimetière de la commune dirigée par ATP qui s'est pris une déculotté au dernière élection. Il s'agit là sauf avis contraire d'une certaine mafia. Tout à fait d'accord avec les logements réservés aux potes ou à la familles. BM va circuler en solex maintenant ça va lui faire les mollets.

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

ATP

le 21 septembre 2012 - 23:20 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bien, qu'en est-il? A t-il enfin remboursé les sommes illégalement perçues?

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

2 pings

Le Crésus des HLM. le 7 mars 2012 - 5:08

[...] officiel rédigé par des inspecteurs. Au détriment des budgets alloués à la gestion des HLM. Lire l'article de Claire Berthelemy Partagez cet article : Publié dans Actualité économique, Nationale, [...]

Mal logement | Peartrees le 13 mars 2012 - 13:51

[...] La Mission interministérielle d'inspection du logement social (Miilos) a de nouveau épinglé un office HLM et son directeur général, Bernard Marette, qui dirige Habitat 76, principal office HLM de Seine-Maritime. Tout un symbole. Car Bernard Marette est en outre le patron de la Fédération des directeurs d'offices HLM de France; l'organisme chapeautant donc l'ensemble des relations entre les responsables des offices et les pouvoirs publics. Le Crésus des HLM » OWNI, News, Augmented [...]